

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, le 9 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière", a donné le 16 septembre 1998 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 juli 1998 door de Staatssecretaris voor Veiligheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer", heeft op 16 september 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

Alinéa 2

Comme la modification apportée à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière par l'arrêté royal du 28 juillet 1987 n'est plus en vigueur, on omettra la mention de celle-ci dans cet alinéa (1).

Par ailleurs, l'attention des auteurs du texte en projet est attirée sur le fait qu'à partir du 1er octobre 1998, il conviendra de mentionner une modification supplémentaire à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité : celle apportée par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Dispositif

Article 1er

1. La date exacte de la dernière modification apportée à l'article 2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière est celle du 16 juillet 1997, et non celle du

(1) L'arrêté royal du 28 juillet 1987 a inséré un 12° dans l'article 3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, or cette modification a été abrogée par l'arrêté royal du 14 mars 1996.

18 juillet 1997, comme le mentionnent d'ailleurs correctement les liminaires des articles 10, 15 et 16, ainsi que l'alinéa 2 du préambule. Par ailleurs, l'article 2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité a été modifié, outre les modifications citées, par les arrêtés royaux des 25 mars 1987 et 20 juillet 1990. On adaptera le texte du liminaire en conséquence.

2. Dans l'article 2.34 en projet, par souci d'harmonie avec le texte de l'article 22quinquies 1, alinéa 1er, en projet, qui figure à l'article 4 du projet, il est suggéré d'écrire "dont l'accès" au lieu de "dont le commencement ou l'accès".

3. Dans l'article 2.35 en projet, par souci d'harmonie avec le texte de l'article 2.34 en projet, il est suggéré d'écrire "dont l'accès est indiqué par le signal F103 et dont la fin est indiquée par le signal F105" au lieu de "dont les accès sont indiqués par les signaux F103 et les sorties par les signaux F105".

4. Dans l'article 2.36 en projet, il convient d'insérer les mots "portant la mention" entre les mots "panneau additionnel" et les mots "«rue réservée au jeu»".

.../...

Article 2

1. Cette disposition attribue la qualité d'"agent qualifié", d'une part, "aux fonctionnaires des Régions préposés à la surveillance de la voie publique"(2°) et, d'autre part, "aux fonctionnaires des Régions préposés à la surveillance des eaux et forêts, en ce qui concerne la circulation sur les routes et chemins forestiers des Régions" (3°).

Conformément à l'article 62 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, on entend par "agent qualifié", les fonctionnaires et agents de l'autorité délégués par le gouvernement pour surveiller l'exécution des lois et règlements sur la police de la circulation routière et qui constatent les infractions à ces lois et règlements par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

En vertu de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, chaque gouvernement de Communauté ou de Région dispose en propre de son personnel. Aucune disposition de la Constitution ou de la loi spéciale ne permet à l'autorité fédérale de conférer une quelconque mission à des agents des entités fédérées (1).

(1) Voir en ce sens l'avis L. 27.691/4, donné le 1er juillet 1998, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route".

La même observation vaut pour le 4°, qui étend les cas dans lesquels les agents des sociétés de transport en commun, visés à l'article 3, 12°, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière peuvent constater des infractions, dans la mesure où ces sociétés de transport en commun sont des organismes ressortissant à l'autorité ou au contrôle d'un Gouvernement de Communauté ou de Région.

2. L'article 3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité a été modifié, outre la modification citée, par l'arrêté royal du 18 septembre 1991. L'on adaptera le texte du liminaire en conséquence.

Article 3

1. L'article 22ter de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité a été modifié, outre la modification citée, par l'arrêté royal du 17 novembre 1988. L'on adaptera le texte du liminaire en conséquence.

2. Il convient de subdiviser l'article 3 en 1°, 2°, 3°, au lieu de le subdiviser en 1., 2., 3., à l'image du procédé utilisé à l'article 2.

3. Dans le 1., qui devient le 1°, la question se pose de savoir si, dans l'intitulé en projet de l'article 22ter, il ne serait pas plus approprié de remplacer les

.../...

mots "voies publiques" par le mot "chaussées". L'article 2.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 définit en effet le terme "chaussée" comme "la partie de la voie publique aménagée pour la circulation des véhicules en général", or il semble que les dispositifs surélevés dont il est question dans cet article ne sont destinés qu'à ralentir les véhicules.

L'observation vaut également pour le texte de l'article 22ter 1, en projet.

Article 4

Les deux premières phrases de l'article 22quinquies 2, en projet, peuvent être omises car superflues. L'article 40.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, relatif aux comportement des conducteurs à l'égard des piétons prévoit en effet déjà que "le conducteur (1) doit redoubler de prudence en présence d'enfants, de personnes âgées ou de handicapés ...". Prévoir que "les usagers de ces chemins ne peuvent se mettre mutuellement en danger ni se gêner" ou qu'ils "ne peuvent entraver la circulation sans nécessité" n'ajoute par ailleurs rien à la réglementation déjà existante en matière de roulage.

(1) Défini à l'article 2.12 du même arrêté royal comme "toute personne qui assure la direction d'un véhicule ou qui guide ou garde des animaux de trait, de charge, de monture ou de bestiaux".

Il n'y a dès lors lieu de ne prévoir dans l'article 22quinquies 2 en projet que la règle aux termes de laquelle les jeux sont autorisés sur les chemins réservés aux piétons, cyclistes et cavaliers.

Enfin, l'attention de l'auteur du texte en projet est attirée sur le fait qu'il conviendrait de consacrer un article supplémentaire destiné à modifier l'article 40.1 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, afin de préciser que les conducteurs ne peuvent mettre en danger les piétons qui se trouvent sur un chemin qui est réservé aux piétons, cyclistes et cavaliers par le signal F99a ou le signal F99b.

Article 5

1. Il y a lieu de préciser, à l'article 22sexies 1, alinéa 1er, en projet, si les zones piétonnes sont également accessibles aux personnes assimilées aux piétons par l'article 42.1 de l'arrêté royal du 1er juillet 1975.

A l'alinéa 2, 1°, f), du même article en projet, les mots "si ces livraisons constituent une activité principale de ces entreprises" sont ambigus. Les livraisons doivent-elles constituer l'activité la plus importante de ces entreprises ? Dans ce cas, on écrira "l'activité principale". Si telle n'est pas l'intention, il convient de formuler le texte autrement.

.../...

Au 2°, a), du même alinéa, les mots "les véhicules qui doivent approvisionner lesdites zones" sont très restrictifs. Ils ne permettent pas aux véhicules d'accéder aux zones piétonnes pour charger des choses. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, mieux vaudrait écrire "les véhicules qui doivent charger ou décharger des choses dans lesdites zones" (1).

2. A l'article 22sexies 2, alinéa 1er, en projet, mieux vaudrait préciser que cette disposition s'applique dans les zones piétonnes.

Au lieu d'établir dans l'article 22sexies 2, alinéa 2, en projet, que les conducteurs ne peuvent mettre les piétons en danger ni les gêner, il conviendrait de consacrer un article supplémentaire destiné à modifier l'article 40.1 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, afin de préciser que les conducteurs ne peuvent mettre en danger les piétons qui se trouvent sur une zone piétonne, délimitée par le signal F103.

Dans l'article 22sexies 2, alinéa 3, en projet, il serait plus conforme à l'esprit des règles qui prévalent dans les zones piétonnes d'écrire "Dans cette zone, les cyclistes doivent descendre de leur bicyclette lorsqu'ils constituent une gêne ou un danger pour les piétons.", au lieu de "En outre les cyclistes doivent descendre de leur bicyclette lorsque la densité de la circulation des piétons rend difficile leur passage."

(1) Ce qui correspondrait mieux du reste avec les mentions figurant sur le signal F103 (article 15 du projet).

Dans le même article en projet, la seconde phrase de l'alinéa 3 comporte une anacoluthie. Le texte suivant est proposé en remplacement de celle-ci :

"Les jeux y sont autorisés s'ils ne gênent pas la circulation.".

Article 6

1. Tel qu'il est rédigé, l'article 22septies 1. en projet n'autorise pas l'accès aux zones considérées aux piétons qui ne jouent pas.

Par ailleurs, selon la fonctionnaire déléguée, l'intention de l'auteur du projet est de réserver ces rues aux jeux des enfants, sans exclure que des adultes participent également à leurs jeux. La rue ne pourrait par contre pas être réservée pour des jeux auxquels participeraient exclusivement des adultes. Mieux vaut dès lors écrire "toute la voie publique est réservée aux jeux auxquels participent principalement des enfants".

On s'interroge en outre sur la portée des mots "les personnes qui jouent sont considérées comme des piétons", dès lors que la suite de la phrase prévoit que l'article 42 n'est pas d'application et que l'article 22septies 2, en projet, règle le comportement des conducteurs à l'égard des piétons qui jouent. Selon la fonctionnaire déléguée, l'intention est essentiellement de ne pas rendre obligatoire les règles applicables aux cyclistes lorsqu'il s'agit d'enfants qui jouent à bicyclette. Il semble toutefois que le fait de réserver toute la largeur de la voie publique aux jeux soit suffisante à cet égard.

.../...

2. En ce qui concerne l'article 22septies 2, en projet, il convient de remarquer que certaines parties de cet article peuvent être omises car superflues. L'article 40.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, relatif aux comportement des conducteurs à l'égard des piétons prévoit déjà que "le conducteur doit redoubler de prudence en présence d'enfants, de personnes âgées ou de handicapés ...". Il est par ailleurs inutile de prévoir à la fois que les conducteurs doivent "céder la priorité" s'il est déjà prévu qu'ils doivent "céder le passage". Enfin, il est étonnant de constater que le texte n'accorde la priorité aux piétons que s'ils sont en train de jouer.

Par souci de simplicité, le texte suivant est proposé en remplacement de l'article 22septies 2 en projet :

"Les conducteurs qui circulent dans les rues réservées au jeu doivent le faire à l'allure du pas; ils doivent céder le passage aux piétons et au besoin s'arrêter. Dans ces rues, les cyclistes doivent descendre de leur bicyclette lorsqu'ils constituent une gêne ou un danger pour les piétons."

Enfin, l'attention de l'auteur du texte en projet est attirée sur le fait qu'il conviendrait d'ajouter un article supplémentaire tendant à modifier l'article 40.1 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité, afin de préciser que les conducteurs ne peuvent mettre en danger les piétons qui se trouvent sur une rue réservée au jeu par une barrière sur laquelle est apposée le signal C3.

.../...

Article 7

On écrira "sont supprimés" au lieu de "sont supprimer".

Article 9

Il convient d'écrire "remplacé par l'arrêté royal du 18 septembre 1991" au lieu de "modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1980 et 18 septembre 1991", ainsi que "nombre" au lieu de "chiffre".

Article 10

Il convient d'écrire "remplacé par l'arrêté royal du 16 juillet 1997" au lieu de "modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1997".

Article 11

A l'image de la formulation utilisée dans les articles qui précèdent, l'on écrira "du même arrêté" au lieu de "du même règlement".

Il convient par ailleurs d'écrire "«et de l'article 22quater»" au lieu de "«et article 22 quater»".

.../...

Article 14

L'article 70.2.1., 3°, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité a été modifié, outre les modifications citées, par les arrêtés royaux des 23 juin 1978 et 1er juin 1984. L'on adaptera le texte du liminaire en conséquence.

Article 15

L'article 71.2. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 précité a été modifié, outre les modifications citées, par l'arrêté royal du 18 septembre 1991. L'on adaptera le texte du liminaire en conséquence.

Observation finale

Du point de vue de la correction de la langue, plusieurs dispositions du texte néerlandais laissent à désirer, surtout parce qu'il s'agit de calques sur le français, ce qui ressort notamment de l'abus de l'article défini. A titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Tweede lid

Aangezien de wijziging die bij het koninklijk besluit van 28 juli 1987 is aangebracht in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer niet meer van kracht is, dient de vermelding van het koninklijk besluit van 28 juli 1987 in dit lid te vervallen (1).

Overigens wordt de aandacht van de stellers van de ontworpen tekst erop gevestigd dat vanaf 1 oktober 1998 nog een wijziging van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975 zal moeten worden vermeld : die welke daarin is aangebracht bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. De juiste datum waarop de laatste wijziging is aangebracht in artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie

(1) Bij het koninklijk besluit van 28 juli 1987 is in artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 een onderdeel 12° ingevoegd. Die wijziging is echter opgeheven bij het koninklijk besluit van 14 maart 1996.

van het wegverkeer is niet 18 juli 1997 maar 16 juli 1997, zoals overigens correct vermeld staat in de inleidende zin van onderscheidenlijk de artikelen 10, 15 en 16 en in het tweede lid van de aanhef. Bovendien is artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 niet alleen gewijzigd bij de in het ontwerp vermelde koninklijke besluiten, maar ook bij die van 25 maart 1987 en 20 juli 1990. De tekst van de inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Er wordt voorgesteld om in het ontworpen artikel 2.34, met het oog op overeenstemming met de tekst van het ontworpen artikel 22quiquies 1, eerste lid, welk artikel voorkomt in artikel 4 van het ontwerp, "waarvan de toegang" te schrijven in plaats van "waarvan het begin of de toegang".

3. Er wordt voorgesteld om in het ontworpen artikel 2.35, met het oog op overeenstemming met de tekst van het ontworpen artikel 2.34, "waarvan de toegang aangeduid is met verkeersbord F103 en het einde met verkeersbord F105" te schrijven, in plaats van "waarvan de toegangen aangeduid zijn met de verkeersborden F103 en de uitgangen met de verkeersborden F105".

4. In het ontworpen artikel 2.36 moet worden geschreven : "hekken geplaatst zijn" in plaats van "een hekken geplaatst is".

.../...

Artikel 2

1. Bij deze bepaling wordt de hoedanigheid van "bevoegde persoon" toegekend aan enerzijds, "de ambtenaren van de Gewesten, aangesteld voor het toezicht op de wegen" (2°), en anderzijds, aan "de ambtenaren van de Gewesten aangesteld voor het toezicht op de Waters en Bossen, voor wat betreft het verkeer op de boswegen van het Gewest" (3°).

Overeenkomstig artikel 62 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wordt onder "bevoegde personen" verstaan de overheids-ambtenaren en overheidsbeambten die door de regering worden aangesteld om toezicht te houden op de naleving van de wetten en verordeningen betreffende de politie over het wegverkeer en die de overtredingen van die wetten en verordeningen vaststellen door processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen.

Krachtens artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, beschikt elke Gemeenschaps- of Gewestregering over eigen personeel. Geen enkele bepaling van de Grondwet of van de bijzondere wet stelt de federale overheid in staat om personeelsleden van de deeltentiteiten met welke taak ook te belasten (1).

(1) Zie in die zin advies L. 27.691/4, dat op 1 juli 1998 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg".

Deze opmerking geldt ook voor onderdeel 4°, dat voorziet in extra gevallen waarin het personeel van de maatschappijen voor openbaar vervoer, bedoeld in artikel 3, 12°, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, strafbare feiten vast kan stellen, aangezien die maatschappijen voor openbaar vervoer instellingen zijn die onder het gezag of de controle van een Gemeenschaps- of Gewestregering staan.

2. Artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 is niet alleen gewijzigd bij het in het ontwerp vermelde koninklijk besluit, maar ook bij het koninklijk besluit van 18 september 1991. De tekst van de inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 3

1. Artikel 22ter van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 is niet alleen gewijzigd bij het in het ontwerp vermelde koninklijk besluit, maar ook bij het koninklijk besluit van 17 november 1988. De tekst van de inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

.../...

2. Net als artikel 2 dient ook artikel 3 te worden onderverdeeld door middel van 1°, 2°, 3°, in plaats van door middel van 1., 2., 3.

3. In verband met punt 1., dat onderdeel 1° wordt, rijst de vraag of het niet raadzamer is om in het ontworpen opschrift van artikel 22ter de woorden "openbare wegen" te vervangen door het woord "rijbanen". In artikel 2.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 wordt de term "rijbaan" immers gedefinieerd als "het deel van de openbare weg dat voor het voertuigenverkeer in het algemeen is ingericht". De verhoogde inrichtingen waarvan in dit artikel sprake is, zijn echter blijkbaar alleen bedoeld om voertuigen vaart te doen minderen.

Deze opmerking geldt ook voor de tekst van het ontworpen artikel 22ter 1.

Artikel 4

De eerste twee zinnen van het ontworpen artikel 22quinquies 2 kunnen als overbodig vervallen. Artikel 40.2 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 bepaalt immers, wat het gedrag van bestuurders ten aanzien van voetgangers betreft, reeds dat "de bestuurder (1) ... dubbel voorzichtig (moet) zijn ten aanzien van kinderen, bejaarden of minder-validen ...". De

(1) Een begrip dat in artikel 2.12 van hetzelfde koninklijk besluit wordt gedefinieerd als "al wie een voertuig bestuurt of trek-, last- en rijdieren of vee geleidt of bewaakt".

voorschriften : "De gebruikers van deze wegen mogen elkaar niet in gevaar brengen en niet hinderen" en "... ze mogen het verkeer niet nodeloos belemmeren" voegen immers niets toe aan de al bestaande regeling inzake deelname aan het verkeer.

Het ontworpen artikel 22quinquies 2 behoort dan ook alleen de regel te bevatten dat op wegen gereserveerd voor voetgangers, fietsers en ruiters mag worden gespeeld.

Ten slotte wordt de aandacht van de steller van de ontworpen tekst erop gevestigd dat een artikel zou moeten worden toegevoegd tot wijziging van artikel 40.1 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975, teneinde daarin te bepalen dat bestuurders voetgangers die zich op een weg bevinden die door verkeersbord F99a of F99b alleen voor voetgangers, fietsers en ruiters bestemd wordt, niet in gevaar mogen brengen.

Artikel 5

1. In het ontworpen artikel 22sexies 1, eerste lid, behoort te worden aangegeven of de voetgangerszones ook toegankelijk zijn voor personen die door artikel 42.1 van het koninklijk besluit van 1 juli 1975 met voetgangers gelijkgesteld worden.

In het tweede lid, 1°, f) van hetzelfde ontworpen artikel zijn de woorden "indien die leveringen een hoofd-activiteit van deze ondernemingen uitmaken" dubbelzinnig.

.../...

Moeten die leveringen de belangrijkste activiteit van die ondernemingen zijn ? In dat geval dient "de hoofdactiviteit" te worden geschreven. Als zulks niet de bedoeling is, dient de tekst anders te worden geformuleerd.

In onderdeel 2°, a) van hetzelfde lid, zijn de woorden "de voertuigen die voor de bevoorrading van deze zones zorgen" zeer restrictief. Op basis van deze woorden is de toegang tot voetgangerszones ontzegd aan voertuigen die zaken moeten laden. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter is te schrijven "voertuigen die in die zones goederen moeten laden of lossen" (1).

2. In het ontworpen artikel 22sexies 2, eerste lid, is het beter te vermelden dat die bepaling in voetgangerszones van toepassing is.

In plaats van in het ontworpen artikel 22sexies 2, tweede lid, te bepalen dat bestuurders voetgangers niet in gevaar mogen brengen en hen niet mogen hinderen, zou een apart artikel moeten worden toegevoegd tot wijziging van artikel 40.1 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975, teneinde daarin te bepalen dat bestuurders voetgangers die zich in een voetgangerszone bevinden, afgebakend door verkeersbord F103, niet in gevaar mogen brengen.

(1) Wat overigens beter zou overeenstemmen met de vermeldingen op verkeersbord F103 (artikel 15 van het ontwerp).

De geest van de regels die in voetgangerszones gelden zou beter tot uiting komen als in het ontworpen artikel 22sexies 2, derde lid, zou worden geschreven : "In die zone moeten fietsers van hun fiets stappen wanneer zij voor voetgangers hinder of gevaar opleveren." in plaats van "Bovendien moeten de fietsers van hun fiets afstappen wanneer de dichtheid van het voetgangersverkeer hun doorgang bemoeilijkt.".

De tweede zin van het derde lid van datzelfde ontworpen artikel gaat mank. Voor die zin wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Er mag worden gespeeld als het verkeer daardoor niet wordt opgehouden.".

Artikel 6

1. Zoals het ontworpen artikel 22septies 1 gesteld is, verleent het alleen aan voetgangers die spelen toegang tot de zones in kwestie.

Overigens is het volgens de gemachtigde ambtenaar de bedoeling van de steller van het ontwerp die straten uitsluitend te bestemmen voor spelende kinderen, zonder volwassenen uit te sluiten die met die kinderen meespelen. De straat zou daarentegen niet uitsluitend mogen worden bestemd voor spelen waaraan alleen volwassenen deelnemen. Het is dan ook beter te schrijven : "De volledige openbare

.../...

weg is bestemd voor spelen waaraan voornamelijk kinderen deelnemen.".

Voorts is de draagwijdte van de woorden : "de personen die spelen worden gelijkgesteld met voetgangers" niet duidelijk, aangezien de rest van de zin bepaalt dat artikel 42 niet van toepassing is en het ontworpen artikel 22septies 2 het gedrag van bestuurders ten aanzien van spelende voetgangers regelt. Volgens de gemachtigde ambtenaar is het vooral de bedoeling de regels voor fietsers niet verplicht te stellen wanneer het gaat om kinderen die al fietsend spelen. Het feit dat de volledige breedte van de openbare weg voor spelen bestemd wordt, lijkt in dit opzicht echter voldoende.

2. In verband met het ontworpen artikel 22septies 2 behoort te worden opgemerkt dat bepaalde delen van dit artikel als overbodig dienen te vervallen. Artikel 40.2 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975, betreffende het gedrag van bestuurders ten aanzien van voetgangers, bepaalt immers reeds dat "de bestuurder ... dubbel voorzichtig (moet) zijn ten aanzien van kinderen, bejaarden of minder-validen ...". Voorts is het overbodig te bepalen dat bestuurders "voorrang (moeten) verlenen", wanneer al bepaald is dat "ze ... de doorgang vrij (moeten) laten". Voorts is het raar dat de tekst alleen aan voetgangers die spelen voorrang verleent.

.../...

Eenvoudigheidshalve wordt ter vervanging van het ontworpen artikel 22septies 2 de volgende tekst voorgesteld :

"Bestuurders die in speelstraten rijden, moeten stapvoets rijden; zij moeten doorgang verlenen aan voetgangers en zo nodig stoppen. In die straten moeten fietsers van hun fiets stappen als zij voor voetgangers hinder of gevaar opleveren.".

Ten slotte wordt de aandacht van de steller van de ontworpen tekst erop gevestigd dat een artikel zou moeten worden toegevoegd tot wijziging van artikel 40.1 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975, teneinde daarin te bepalen dat bestuurders voetgangers die zich in een straat bevinden die door een hek met daarop verkeersbord C3 als speelstraat is aangeduid, niet in gevaar mogen brengen.

Artikel 7

In de Franse tekst schrijve men "sont supprimés" in plaats van "sont supprimer".

Artikel 9

De woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1980 en 18 september 1991" en "het cijfer" dienen respectievelijk te worden vervangen door de woorden

.../...

"vervangen bij het koninklijk besluit van 18 september 1991" en "het getal".

Artikel 10

Men schrijve "vervangen bij het koninklijk besluit van 16 juli 1997" in plaats van "gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 juli 1997".

Artikel 11

Naar het voorbeeld van de in de voorgaande artikelen gebruikte formule behoort in de Franse tekst "du même arrêté" te worden geschreven, in plaats van "du même règlement".

Voorts dient te worden geschreven "«et de l'article 22quater»" in plaats van "«et article 22 quater»".

Artikel 14

Artikel 70.2.1., 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 is niet alleen gewijzigd bij de in het ontwerp vermelde koninklijke besluiten, maar ook bij de koninklijke besluiten van 23 juni 1978 en 1 juni 1984. De tekst van de inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

.../...

Artikel 15

Artikel 71.2. van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 is niet alleen gewijzigd bij de in het ontwerp vermelde koninklijke besluiten, maar ook bij het koninklijk besluit van 18 september 1991. De tekst van de inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Slotopmerkingen

Verscheidene bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik ondermaats, voornamelijk doordat ze slaafse navolgingen zijn van het Frans, wat onder meer tot uiting komt in een overmatig gebruik van het bepaald lidwoord. Bij wijze van voorbeeld worden hierna enkele tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

In het ontworpen artikel 2.34 behoort de uitdrukking "voorbehouden voor" te worden vervangen door de uitdrukking "uitsluitend voor". Deze opmerking geldt ook voor artikel 4 (het ontworpen artikel 22quinquies), artikel 8(het ontworpen artikel 42.2.1.2°, tweede lid) en artikel 15 (het ontworpen artikel 71.2.).

.../...

Artikel 3

In de inleidende zin van onderdeel 2 behoort het lidwoord "Het" te vervallen. In 3° van hetzelfde ontworpen artikel dienen de woorden "behoudens plaatselijke reglementering", te worden vervangen door de woorden "tenzij plaatselijk anderszins is verordend".

Artikel 4

In het ontworpen artikel 22quiquies 1, tweede lid, dienen onder het eerste streepje de woorden "kan gereden worden" te worden vervangen door de woorden "kan worden gereden", terwijl onder het derde streepje de woorden "mits vergunning" vervangen moeten worden door de woorden "op basis van een vergunning".

In het ontworpen artikel 22quiquies 2, derde zin, schrijve men : "Spelen is toegestaan als het verkeer van de overige weggebruikers niet belemmerd wordt.".

Artikel 5

De inleidende zin van het ontworpen artikel 22sexies 1 dient als volgt te worden gesteld : "Tot voetgangerszones hebben alleen voetgangers toegang.".

.../...

In het ontworpen artikel 22sexies 1, 2° schrijven men :

"2° tot die zones hebben toegang, indien verkeerstekens het voorschrijven en volgens de beperkingen die daarop vermeld staan :". In het eerste lid van het ontworpen artikel 22sexies 2 dient het woord "ganse" te worden vervangen door het woord "volledige".

Artikel 6

Het derde lid van het ontworpen artikel 22septies 1 zou aldus gesteld moeten worden :

"Alleen bestuurders van motorvoertuigen die in de straat wonen of wier garage in die straat gelegen is, alsook prioritaire voertuigen als bedoeld in artikel 37, wanneer de aard van hun opdracht zulks wettigt, alsook fietsers, hebben toegang tot speelstraten.".

Artikel 14

In de ontworpen legende onder 1° schrijven men :
"auto's voor dubbel gebruik" in plaats van "auto's dubbel-gebruik".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN